

SEMINAIRE

«Les composantes sociales dans la prévention et la lutte contre la radicalisation djihadiste»

Livret 2

L'islam est la religion prédominante au Sénégal, où 94% de musulmans sont affiliés dans leur immense majorité au soufisme. Au Sénégal, l'islam confrérique d'obédience soufi Malékite, s'est développé très tôt à la faveur de la disparition des principaux résistants à la colonisation, offrant ainsi aux chefs des confréries religieuses de se poser en alternatives à ces héros vaincus par le colonisateur, à travers l'enseignement du Coran, qui leur vaut aujourd'hui cette adhésion massive des fidèles.

Septembre 2018

1. Présentation du contexte

L'islam est la religion prédominante au Sénégal, où 94% de musulmans sont affiliés dans leur immense majorité au soufisme. Au Sénégal, l'islam confrérique d'obédience soufi Malékite, s'est développé très tôt à la faveur de la disparition des principaux résistants à la colonisation, offrant ainsi aux chefs des confréries religieuses de se poser en alternatives à ces héros vaincus par le colonisateur, à travers l'enseignement du Coran, qui leur vaut aujourd'hui cette adhésion massive des fidèles.

Les quatre (04) principales branches dirigées par un khalife (le Tijania, la Mouridiya, les Layennes et la Khadria), ont pendant très longtemps garanti la stabilité socio-politique au Sénégal du fait de l'exercice du pouvoir du «*ndigueul'*» adressé à leurs disciples pour toute prise de position.

La hiérarchie très structurée de l'organisation des marabouts où les plus élevés ont de fait un statut de dirigeant, leur confère une position de leader et laisse peu de place au radicalisme religieux. À ce propos, on pourrait si besoin en était, citer le soutien politique apporté au premier Président chrétien du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, par les confréries pendant des dizaines d'années du fait du poids de l'autorité des marabouts sur les fidèles.

Toutefois, l'avènement de l'islam confrérique a parallèlement connu une résistance certes discrète mais persévérante au point de connaître aujourd'hui un point de rupture social jusqu'ici opaque, mais perceptible, à travers plusieurs indices. En effet depuis 1950, il a été contesté par plusieurs courants conservateurs dont l'esprit est similaire à ce qui motive aujourd'hui la radicalisation djihadiste.

Aujourd'hui, une situation de radicalisation violente caractérise la géopolitique continentale et sous-régionale à travers plusieurs observations :

- *«les islamistes ont fini de s'installer en Mauritanie ; ils se sont également implantés au Mali et en Algérie. Il n'est pas logique qu'ils soient présents dans toute la sous-région et pas au Sénégal» ;*
- *«des jeunes sénégalais migrent vers les pays du Maghreb dans les camps d'entraînement terroristes et reviennent discrètement au Sénégal sans que personne ne les soupçonne, après avoir été «musclés» à dessein» ;*
- le procès de l'Imam Ndao et des présumés terroristes ces derniers temps et son interview où il expliquait l'utilisation des canaux numériques pour la propagande, les discours sur l'islam dont les prescriptions sont en réalité condamnées par la religion ;
- les méthodes d'implantation de ces groupes qui veulent qu'ils infiltrent d'abord toutes les sphères : les systèmes sanitaires, militaires, administratif, gouvernemental, bancaire, etc ;
- les énormes investissements en argent dans la construction d'édifices religieux neufs dont ils choisissent eux-mêmes les imams pour mieux les contrôler dans leur gestion.

Bien que la violence du radicalisme soit imperceptible pour le moment dans l'espace public sénégalais, il est prêté à la méthode djihadiste la capacité de donner l'impression d'être en dormance en attendant le moment favorable pour entrer en action. En tout état de cause, de plus en plus de signaux faibles montent des banlieues de Dakar et des régions pour dénoncer une manifestation ostentatoire de pratiques attribuées aux activités islamistes, qui, si elles sont avérées, renseignent sur la scission graduelle des populations sénégalaises avec leur attachement traditionnel à l'islam confrérique.

Le cas échéant, des interpellations affluent systématiquement sur la fonction régalienne de l'État en matière de sécurité et de développement d'une part ; et d'autre part, sur le rôle que jouaient jadis les chefs religieux et les chefs coutumiers dans la société, celui de la société civile, des élus locaux, du mouvement citoyen. Des interpellations affluent également sur la

¹ Instructions données par le marabout qui marque la position de l'ensemble de la confrérie sur une question et applicable par tous.

perception des populations sur ces nouveaux courants de revendication socio-politiques utilisant la religion islamique comme viatique, et éventuellement la violence comme instrument de pouvoir. Ce contexte a justifié la mise en place de ce séminaire en tant que cadre d'échanges propice à la réflexion sur les solutions à apporter à la radicalisation djihadiste au Sénégal avec les objectifs spécifiques suivants :

Imam C B Sall²

- Étudier la perception des composantes sociales sur les motifs d'adhésion aux idéologies islamistes véhiculées ;
- Offrir un cadre d'expression du discours doctrinal approprié au changement de paradigme sur la question ;
- Identifier les facteurs de gouvernance locale favorables à une société dépourvue de toute forme de nuisance pouvant générer un impact négatif sur la sécurité des populations et de leurs biens ;
- Identifier des mécanismes de coopération entre les composantes sociales et les Forces de Défense et de Sécurité pouvant permettre à ces derniers de mieux prendre en compte la sécurité des populations.

2. Méthodologie et organisation

Le séminaire s'est tenu en deux demi-journées sous forme de panels et a réuni une soixantaine de participants, notamment des jeunes, des femmes, des acteurs de la société civile, des élus locaux, des membres de mouvements civils, et des représentants des Forces de défense et de sécurité.

Le premier panel a traité de la perception sociale, religieuse et économique des populations sur le projet djihadiste. Le deuxième panel a traité des questions relatives aux solutions à apporter à la question de la radicalisation.

Organisé en coopération avec la Fondation Konrad Adenauer à l'Hôtel Radisson Blu le jeudi 6 septembre 2018, le séminaire a vu des commissions mixtes se répartir les tâches de la mise en oeuvre de l'organisation.

Les questions logistiques ont été prises en compte par la Fondation Konrad Adenauer, pour le financement du séminaire et par le CHEDS en ce qui concerne la partie scientifique et les travaux de préparation.

3. Contenu des travaux

Deux panels ont été présentés à l'occasion de ce séminaire, traitant des composantes sociales dans la prévention et la lutte contre la radicalisation djihadiste :

Panel 1 : État des lieux

- Perceptions par les populations de la radicalisation djihadiste ;
- Manifestation du radicalisme djihadiste au Sénégal ;

Perceptions par le Moyen-Orient de la radicalisation djihadiste et l'impact de son financement sur cette problématique.

Panel 2 : Solutions

- Quels mécanismes de coopération entre la Gendarmerie et les populations pour mieux prendre en compte leur sécurité ?
- Quelle approche sociale et communautaire pour déconstruire le message de radicalisation djihadiste ?
- Quels mécanismes de coopération entre la Police et les populations pour mieux prendre en compte leur sécurité ?

² Imam Cheuh Mouhamadou Bamba Sall Président des Oulémas du Sénégal
seneweb du 12 décembre 2012

4. L'état des lieux du radicalisme djihadiste à travers la perceptions par les populations, la manifestation au Sénégal et la perceptions par le Moyen-Orient

Le premier panel a dressé un état des lieux de la situation en remontant à quelques années.

L'histoire récente a montré l'observation de plusieurs phénomènes qui suscitent une réflexion tels que la présence de femmes voilées en prison, l'envahissement du stade de Bamako par l'imam Diko avec 50.000 personnes ayant conduit à la démission du président malien. Les femmes et les enfants ont toujours été la porte d'entrée du terrorisme et du radicalisme d'où un besoin de se pencher sur la dimension sociale de la question en mettant l'accent sur les perceptions et les pratiques.

4.1 Des avantages de l'islam confrérique

Le premier thème présenté a démontré, à partir de représentations graphiques et de la cartographie du terrorisme, que la porte de l'Europe s'est fermée au terrorisme et le trop plein s'est déversé en Afrique.

Il a mis en exergue quatre constats :

- Le phénomène terroriste est fortement lié à l'histoire de l'islam ;
- Il faut distinguer l'islam prophétique de l'islam politique ;
- L'histoire de l'islam est parsemée de violence ;
- Au Sénégal, il existe une islamisation des radicalités.

L'étude du cycle de formation de l'islam au Sénégal a montré que la colonisation a rivalisé avec l'islamisation (brûlure des universités dites radicales, tri des ouvrages en provenance de l'étranger et autorisés à rentrer au Sénégal, etc.). Les débats islamiques sont absents de même que les grands ouvrages traitants de la violence.

Après l'indépendance, les musulmans sénégalais commencent à aller étudier à l'étranger, phénomène à l'origine de l'irruption du Wahabisme, de l'introduction des sénégalais dans les guerres terroristes et des campagnes sournoises d'endoctrinement.

La présentation a mis en évidence les avantages et limites de l'islam confrérique soufi : rempart contre l'extrémisme violent, amortisseur social et facteur de cohésion nationale. Elle montre aussi à suffisance que le terrorisme est indissociable de l'histoire des pays qui l'ont vu naître et dans ces pays ils ont bien compris l'importance de la dimension idéologique, raison pour laquelle, l'État contrôle le contenu des prêches.

Aussi il y a une rivalité avec un autre modèle idéologique qui est le modèle colonial. Le thème «*Perceptions par les populations de la radicalisation djihadiste*» a démontré la stabilité de l'islam confrérique. Cette stabilité est due par ailleurs à la société wolof qui a favorisé le développement de l'islam grâce au modèle des mariages exogamiques souvent pratiqués et qui représentent un facteur de diffusion de la religion, contrairement à l'endogamie de caste, donc à l'origine de l'élargissement de groupes sociaux.

D'autre part, la prédominance des modèles sociaux à la place des modèles religieux. L'islam confrérique c'est aussi le partage du même référentiel parmi un ensemble de leaders qui ont organisé des groupes sociaux en faisant fi des appartenances diverses. Il ne s'agit donc pas d'une démarche sectaire. L'approche pédagogique consistait à convertir à l'islam sans contrainte, à faciliter la pratique pour avoir l'adhésion pour ensuite emmener les pratiquants à être de meilleurs musulmans. Les leaders ont été d'excellents sociologues. Les premiers ont vendu au Sénégal un modèle à la hauteur de leur compréhension et de leur perception car toutes les cibles n'avaient pas le même niveau. La question porte donc sur l'éducation qui est à

la base du processus et le modèle confrérique a lâché prise car c'est le modèle d'encadrement de ces fidèles qui n'existe plus.

Les solutions à mettre en place doivent par conséquent prendre en compte l'exigence de combattre l'islam aveugle et au-delà des Forces de Défense et de Sécurité, toucher le mental et les consciences des individus. L'échec de l'Europe dans le domaine est évident malgré toute la puissance déployée face à ces jeunes qui sont tout heureux face à leur mort, d'aller vers leur destin. Contrairement à d'autres peuples qui sont prêts à commettre des attentats suicides, les Sénégalais se caractérisent par le fait qu'ils aiment trop la vie pour aller vers la mort.

4.2 Une jeunesse relativement épargnée de la radicalisation

Le deuxième thème analyse le facteur le plus important de la radicalisation au Sénégal comme un facteur social et considère que les jeunes sont relativement épargnés de ce phénomène. En prenant en compte les facteurs de radicalisation qui se développent de plus en plus et les discours religieux qui viennent exploiter les frustrations, les tendances sont lourdes et méritent d'être surveillées pour assurer une bonne protection du pays.

L'évaluation de la Manifestation du radicalisme djihadiste au Sénégal a montré le rapport entre le salafisme wahabite et le terrorisme islamique, cette idéologie qui a détruit Tombouctou et présente au Sénégal au moins depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elle s'est développée avec l'organisation du pèlerinage à la Mecque, la création de l'association Alfala et la mise en place aujourd'hui d'un institut islamique africain ainsi que le projet de création d'une université. Il y a une raison de s'inquiéter car même si les jeunes ne s'y intéressent pas et qu'il n'y a pas une radicalisation de masse, tous les facteurs de radicalisation sont présents, de même que les discours religieux qui les exploitent.

Cette deuxième présentation a permis de revenir sur l'histoire pour comprendre d'une part que tout n'est pas militaire et d'autre part il existe aussi les renseignements et surtout qu'il existe une dimension sociologique de l'armée.

4.3 Une jeunesse relativement épargnée de la radicalisation

Le troisième thème considère que la perception est importante dans le djihadisme et que la radicalisation est un mouvement qui veut changer le système politique par des moyens violents, révolutionnaires et qui présentent deux caractéristiques :

1. Les perceptions sur le radicalisme sont très fragmentées : Il existe différentes perceptions européennes et différentes perceptions africaines. En Europe, 5000 européens sont partis en Extrême Orient dont deux tiers sont d'origine arabe (en provenance du Maroc, de l'Algérie, etc.). Dans cette perception, l'origine est arabe. Pour les gouvernements, le motif relève de l'exclusion sociale donc il s'agit d'un problème d'intégration sociale en Europe et donc un problème européen, à résoudre par les européens. La perception des gouvernements arabes sur la radicalisation dans le monde arabe dépend du contexte du pays concerné et le djihad est considéré comme un combat pour régler un problème dans le pays. Le djihad est considéré comme une forme de résistance. En Palestine il est considéré comme une rébellion légitime contre l'occupation israélienne, en Irak il s'agit d'un rejet de l'invasion américaine, en Syrie c'est un refus du régime du Président Assad, en Lybie le même phénomène a été observé contre le régime de Kadhafi. Il existe donc plusieurs visions de la radicalisation.

2. L'État islamique est d'origine arabe et les combattants sont majoritairement arabes (plus de la moitié des radicalisés sont des arabes (surtout des Tunisiens, des Saoudiens, des Égyptiens, des Marocains), suivis des européens et des Russes.

On note par ailleurs une absence de perception théologique. Le problème ne relève pas de la religion d'où une absence d'orientation des solutions vers la religion. Dans cette analyse des

Perceptions par le Moyen-Orient de la radicalisation djihadiste et impacts de son financement sur cette problématique, quatre phénomènes sont relevés :

- a) Pour ceux qui estiment que la résistance est légitime, le financement est automatique par des privés et non par les gouvernements ;
- b) La fragmentation dans la région explique l'absence de politiques régionales alors qu'il faut une réaction régionale ;
- c) L'absence d'un débat public fait que des aspects importants de la prévention sont délaissés ;
- d) Une défection consiste à lier l'existence de l'État islamique à la CIA ou à une lutte contre Israël, ce qui pousse à ne pas réagir alors que l'action est sécuritaire.

Cette présentation sur les Perceptions par le Moyen-Orient de la radicalisation djihadiste est une alerte qui suppose l'inexistence d'une prévention. Toute action doit être sécuritaire avant tout et si les efforts ne sont pas concentrés tous les pays en paieront le prix.

5. Les solutions : mécanismes de coopération entre FDS et populations pour mieux prendre en compte leur sécurité, approche sociale et communautaire pour déconstruire le message de radicalisation djihadiste

Suite à l'État des lieux dressé avec pertinence par d'éminents experts, la seconde partie a consisté en une élaboration de solutions en se basant sur des exemples de solutions mises en oeuvre et qui ont permis de mesurer leur pertinence dans le cadre de la lutte contre la radicalisation et le djihadisme.

5.1 Développer un contre discours faisant la promotion de l'égalité et de la fraternité humaine

Le premier thème du deuxième panel a montré que la déconstruction des discours extrémistes constitue une étape importante dans la lutte contre le terrorisme dont un trait dominant est la capacité à disqualifier les fondements culturels de l'ordre social.

Face aux différentes approches qui marquent l'interprétation de l'islam il est important de développer un contre discours scientifique sur l'islam qui fait la promotion de l'égalité et de la fraternité humaine mettant en exergue les contradictions des messages des idéologies de l'extrémisme religieux.

Un projet de société pouvant aboutir à la violence ne correspond pas au modèle de société souhaité par les musulmans sénégalais et ne mérite pas la peur d'éveiller de quelconques susceptibilités.

L'usage de la violence et de la terreur ne saurait justifier une propagation de la foi encore moins des combats politiques sortant du champ de la religion. L'extrémisme religieux doit être adressé dans une perspective holistique incluant toutes les composantes de la société sans exclusion aux côtés des Forces de Défense et de Sécurité. Les différentes composantes de la société ont un rôle à jouer lors des interventions d'où des passerelles à mettre en place.

L'état de la menace terroriste au Sénégal est caractérisé par une exposition aux contre coups de la situation sécuritaire (porosité des frontières), une présence de diplomates et de ressortissants et un engagement militaire au Mali. L'offre sécuritaire est évolutive : un cadre juridique rénové, un cadre institutionnel réadapté, une stratégie graduelle face aux types de menaces et une politique de veille, d'implication et de sensibilisation des populations et de certains professionnels. Aujourd'hui les efforts de tout État doivent être associés à un engagement citoyen afin de rendre le dispositif beaucoup plus étanche.

En effet si les efforts d'un État devaient suffire pour éradiquer ce mal, on n'entendrait jamais parler d'attentats en France, aux USA ou au Royaume-Uni car ces pays développés consacrent des ressources importantes contre ce fléau des temps modernes.

Cette présentation montre à suffisance que les autorités ont bien compris les risques de la menace terroriste au Sénégal et ont jeté les bases de nouveaux paradigmes entre populations et Forces de Défense et de Sécurité.

5.2 Une gouvernance participative et l'implication de l'État et des partenaires

Le deuxième thème du deuxième panel a illustré par une approche sociale et communautaire un processus de déconstruction du message de la radicalisation djihadiste dans la région de Kolda. Cette région est frontalière avec trois pays sur une distance de 500 km: la Gambie au nord, la Guinée Bissau au sud et la Guinée Conakry au sud-est. Avec une population très jeune, 58% ont moins de 20 ans, une principale activité constituée par l'agriculture, les activités socio-économiques rapprochent cette région au Mali.

L'islamisation de cette zone est relativement récente mais les mosquées connaissent un développement croissant. Les «intégristes sont encore restés dans les centres urbains où ils gèrent des mosquées financées par des ONG actifs, AMA (Association des Musulmans d'Afrique) d'abord et ensuite l'institut Mozdahir international chiite dans le monde rural. Ces mosquées sont le plus souvent construites à l'insu de l'autorité locale et même de l'administration. À côté, l'institut est en train d'ouvrir des écoles coraniques et d'envoyer des étudiants au Moyen Orient notamment en Iran. Il organise des sessions d'information et distribuent de l'argent à tous ceux qui participent à leurs prières par moment.

Cette tendance n'est pas lourde mais les signaux ne sont pas faibles compte tenu de certains accrochages entre la nouvelle communauté chiite et les malikites qui tentent de résister à cette invasion.

La situation se caractérise par des populations divisées, une insécurité, le désœuvrement des combattants avec l'accalmie de la rébellion, la circulation des armes légères et de petits calibres (ALPC) dans cette zone reliant la Guinée Bissau et la Gambie.

Le terrain est très fertile malgré les actions locales dans la prévention et la lutte contre la radicalisation djihadiste des leaders religieux d'obédience soufi Malékite pour sensibiliser et dissuader les populations.

Les solutions préconisées face à cette situation sont la promotion d'une gouvernance participative, l'implication de l'État et des partenaires techniques et financiers dans la construction et la gestion des lieux de cultes et des écoles coraniques ainsi que dans l'orientation des étudiants, l'accessibilité du financement et l'employabilité des jeunes et enfin l'organisation des rencontres de renforcement de capacités des leaders locaux.

5.3 Une valorisation de tous les acteurs et un rôle confirmé de toutes les composantes sociales

La troisième présentation jette les piliers des nouveaux paradigmes nécessaires entre détenteurs de l'information, populations et Forces de Défense et de Sécurité. Selon cette vision, face aux défis sécuritaires il faut identifier les groupes terroristes, leurs complices et lutter contre la radicalisation et l'endoctrinement ensuite empêcher les déplacements transfrontaliers et la mobilité des terroristes, tout en suivant les membres des groupes terroristes et leurs soutiens. Le mot d'ordre est «*avoir une excellente stratégie de gestion de l'information*». Des actions sont nécessaires contre l'utilisation d'internet à des fins terroristes en améliorant le travail d'identification et de détection et en repérant les activités en ligne des terroristes pour les signaler. Un rapprochement doit se faire des fournisseurs d'accès internet, rechercher à

réprimer les financements liés au terrorisme en repérant les flux financiers, tisser des relations durables avec les banques et les acteurs de transferts d'argent, détecter et combattre le trafic d'armes et de matériaux nécessaires aux activités terroristes, renforcer la lutte contre la circulation des armes légères.

La collaboration entre les populations et les forces de police est à promouvoir. Il s'agit d'un facteur important pour lutter contre l'extrémisme violent. Il en est de même pour la collaboration des enquêtes entre pays mais surtout une collaboration directes ou indirectes entre populations et Forces de Défense et Sécurité.

Les spectres de l'exclusion sociale et de l'extrémisme sont de plus en plus présents. La diversité et l'étendue des réseaux sociaux posent de nouveaux défis technologiques en matière de sécurité et font de cette collaboration une nécessité. Seule une offre d'informations qualitative de la part de la population consciente de tels enjeux assurera au modèle de police de meilleures perspectives d'efficacité, de respect des droits de l'homme et d'intervention précoce.

La réponse au défi sécuritaire lié à l'extrémisme religieux n'est pas l'apanage des institutions de sécurité. Les acteurs de la société civile tout comme les institutions civiles, les structures de gouvernance locale, la chefferie traditionnelle ont une importante partition à jouer pour assurer la sécurité de tous.

La population doit jouer un rôle actif dans la promotion de la sécurité. Il s'agit d'une responsabilité entre une constellation d'acteurs.

5.3 Une valorisation de tous les acteurs et un rôle confirmé de toutes les composantes sociales

Centré sur la réflexion autour des composantes sociales dans la prévention et la lutte contre la radicalisation djihadiste, le séminaire a réuni des représentants des différentes composantes sociales et experts des Forces de Défense et de Sécurité et de la Société Civile.

Les participants après un état des lieux à travers lequel ils ont retracé l'histoire du djihadisme au Sénégal et dans le monde et réfléchi sur les sources de la radicalisation, ont dégagé des solutions permettant de mieux circonscrire et prévenir les phénomènes de violence à travers une meilleure implication de toutes les composantes et leur collaboration améliorée avec les Forces de Défense et de Sécurité confirmées dans leur rôle.

Suite aux travaux, plusieurs orientations et recommandations ont été émises et que nous pouvons résumer comme suit :

- Les radicalisés en rupture le sont à trois niveaux (avec les textes, avec la société, avec eux-mêmes). La rupture avec les textes relève du domaine idéologique et on peut creuser pour étudier l'influence exercée sur les jeunes sénégalais qui se radicalisent. Beaucoup d'idées sont véhiculées à travers les médias et les réseaux sociaux. Le procès des 30 sénégalais a montré que 90% d'entre eux sont passés par la Mauritanie d'où un questionnement nécessaire. La rupture avec la société doit être prise au sérieux sous l'angle de l'exclusion socioéconomique et politique. La rupture avec soi que vit le radicalisé et l'auto exclusion peut se résumer en une formule : « quand le jeune n'a pas de projet de vie il a un projet de mort ». Quand une vie n'a pas de sens, le jeune peut donner un sens à sa mort. Il faut donc agir sur les textes, la société et la personne.
- Une prise en charge est fondamentale pour les jeunes rentrés de Syrie avec aucune formation et pire encore ils n'ont que des compétences martiales et offrent un profil parfait pour être démarchés et recrutés par les extrémistes.
- Face aux différentes approches qui marquent l'interprétation de l'islam, il est important de développer un contre discours scientifique sur l'islam qui fait la promotion de l'égalité

et de la fraternité humaine mettant en exergue les contradictions des messages des idéologies de l'extrémisme religieux.

- L'extrémisme religieux doit être adressé dans une perspective holistique incluant toutes les composantes de la société sans exclusion aux côtés des Forces de Défense et de Sécurité. Les différentes composantes de la société ont un rôle à jouer lors des interventions d'où des passerelles à mettre en place.

- Il faut une promotion d'une gouvernance participative, l'implication de l'État et des partenaires techniques et financiers dans la construction et la gestion des lieux de culte et des écoles coraniques ainsi que dans l'orientation des étudiants, l'accessibilité du financement et l'employabilité des jeunes et enfin l'organisation des rencontres de renforcement de capacités des leaders locaux.

- Il faut identifier les groupes terroristes, suivre les membres, leurs soutiens, leurs complices et lutter contre la radicalisation et l'endoctrinement, ensuite empêcher leurs déplacements transfrontaliers et leur mobilité.

- Des actions sont nécessaires contre l'utilisation d'internet à des fins terroristes à travers l'amélioration du travail d'identification et de détection et par le repérage des activités en ligne des terroristes pour les signaler. Un rapprochement des fournisseurs d'accès internet doit se faire. Rechercher à réprimer les financements liés au terrorisme en repérant les flux financiers. Tisser des relations durables avec les banques et les acteurs de transferts d'argent. Détecter et combattre le trafic d'armes et de matériaux nécessaires aux activités terroristes, renforcer la lutte contre la circulation des armes légères.

- Il faut inéluctablement une collaboration entre les populations et les Forces de Défense et de Sécurité directes ou indirectes, de même qu'une collaboration des enquêtes entre pays. La diversité et l'étendue des réseaux sociaux posent de nouveaux défis technologiques en matière de sécurité et font de cette collaboration une nécessité. Donc seule une offre d'informations qualitatives de la part de la population consciente de tels enjeux assurera de meilleures perspectives d'efficacité, de respect des droits de l'homme et d'intervention précoce. La réponse au défi sécuritaire lié à l'extrémisme religieux n'est pas l'apanage des institutions de sécurité. Les acteurs de la société civile tout comme les institutions civiles, les structures de gouvernance locale et les chefferies traditionnelles ont une importante partition à jouer pour assurer la sécurité de tous. Il s'agit d'une responsabilité entre une constellation d'acteurs.

- Recommandation de la mise en place de conseils communaux de prévention de la délinquance avec les élus locaux, les délégués de quartiers, les représentants des associations sportives et culturelles, mais aussi préconisation de la correction des dysfonctionnements relatifs à la rupture de contact avec le local que la suppression de la police municipale aura occasionné.

- Chaque citoyen doit être un acteur de la défense et du renseignement, via par exemple le mouvement navétane. Nous avons une société déjà structurée donc les Forces de Défense et de Sécurité ont beaucoup de typologies de groupements (associatifs, religieux, etc.) et de canaux à travers les médias pour leur servir d'interface et établir une communication avec les populations sans compter l'unité fondamentale de base que représente la famille. Aussi la collaboration dans le renseignement comporte une dimension négative. Il faut déconstruire la notion de délation et assainir les relations entre Forces de Défense et de Sécurité et populations.

- La participation de chaque citoyen à l'offre de renseignement doit se faire au niveau individuel, suivi du niveau collectif à travers des regroupements tels que les associations

culturelles, les chefs de quartiers, les badienou gokh, les dahiras, les associations de femmes. Leur sensibilisation permettrait d'avoir leur contribution.

- Il faut un maillage du territoire. Les forces de l'ordre sont chargées de protéger les populations donc de protéger l'endroit où se trouvent les populations. Un autre élément est que le marabout est un élément de la société et l'obstacle pour le marabout est la formation à la notion d'État.

- Il faut démontrer l'intérêt de la cité au vrai sens du terme. Il faut rétablir le lien entre l'individu et la cité et l'histoire permet de faire des comparaisons. Un développement du civisme est nécessaire à l'instar de la France pour impliquer les populations à la construction citoyenne. En effet à un moment donné de l'histoire, les membres de l'église en France ont appelé les populations à collaborer avec les renseignements pour leur protection.

- Un processus de gestion discrète des délateurs doit être mis en place en évitant de les exposer avec un renforcement de la capacité des autorités locales et des acteurs locaux. La simplicité de la délivrance des titres locaux (certificats de domicile, etc.) est une réelle menace d'où le besoin de formation de nos responsables locaux.

- Dans la formation du citoyen, la porte royale est la communication et les Forces de Défense et de Sécurité sont invitées à investir ce créneau car c'est le lieu d'échanges avec la population sans un intermédiaire qui peut déformer les messages.

- La notion d'alertes précoces est souvent abordée mais jamais celle de réaction rapide. Il faut se demander l'utilisation qui est faite de toute cette information collectée et quid des stratégies de résilience ?

- Chaque acteur a sa part d'importance y compris la catégorie des femmes et la catégorie des jeunes mais souvent les questions de défense et de sécurité comme les questions de religion ne laissent pas de place à cette composante qui représente 70% de la population alors que ce sont des acteurs qui peuvent jouer un rôle dans l'évolution des choses. La définition de leur réelle place est un impératif.

- Le CHEDS développe différents programmes et devrait suivre d'avantage ce genre de rencontres entre Forces de Défense et de Sécurité et populations civiles qui constituent un jalon important de la collaboration avec les populations.

- Il faut axer la lutte contre la radicalisation vers la sensibilisation des populations à l'éducation dans les écoles et les universités mais aussi la sensibilisation des leaders religieux et coutumiers pour axer le discours sur la lutte contre la radicalisation. Les ASC sont demandeurs de thématiques fortes telles que la sensibilisation contre l'extrémisme. La famille a aussi un rôle à jouer car les recruteurs extrémistes exploitent la méconnaissance de leur cible.

- Pour contacter les jeunes le Conseil National de la Jeunesse est un excellent canal comme tant d'autres structures. Dans les banlieues où les services de l'État sont inexistantes, deux préoccupations prédominent : les djihadistes trouvent un terrain vierge pour imposer leurs imams et établir des réseaux d'où un besoin d'une présence de l'État, mais les sources d'informations aux Forces de Défense et de Sécurité doivent également être protégées car elles restent fragiles et exposées suite à leurs actions citoyennes consistant à fournir des renseignements, fragilisation pouvant aboutir à des assassinats observés dans certains pays tels que le Burkina.

- Il y a un besoin de renforcement des capacités des élus locaux surtout dans les zones où l'État est très peu présent voire inexistant. Toute stratégie doit également inclure un axe d'accompagnement des jeunes et des femmes dans des activités génératrices de revenus mais aussi un suivi de l'implantation des écoles et une surveillance de la sélection d'étudiants pour les amener à l'étranger.

- Il existe une image de la police à améliorer tout en veillant à ne pas trop l'exposer. Dans le rôle de maintien de l'ordre on retient souvent les images à la télé des manifestations où les forces de police répriment des manifestations et ces images ne sont pas toujours positives. La communication existe avec des émissions sur les médias mais relèvent toutefois du domaine de l'administration.

- Il appartient à toute autorité des Forces de Défense et de Sécurité d'aller vers les autorités locales pour une parfaite collaboration, gage de succès dans leur missions administratives.

- Tenir compte du rôle des femmes en s'inspirant de l'approche complète du PUDC en la matière.

De même il faut étudier l'historique de la police avec un rôle dans l'histoire au service du colon à l'instar des prisons et déconstruire cette image d'un devoir du silence face à cette police. Il faut s'inspirer des stratégies de résilience avec comme exemple Diaobé et avoir un meilleur contrôle des réseaux djihadistes à travers le contrôle des mosquées qui ne doit pas seulement porter sur le contrôle des finances.

SEMINAIRE

«Les composantes
sociales dans la
prévention et la lutte
contre la radicalisation
djihadiste»

Livret 2